Financial News&Views

ON SAVINGS AND RETAIL BANKING

BRUXELLES , MARS 2024 - PRIX 4,90 €

WSBI
WORLD SAVINGS AND RETAIL BANKING INSTITUTE

ESBG
EUROPEAN SAVINGS AND RETAIL BANKING GROUP

LE WSBI EST UN RÉSEAU MONDIAL AVEC DES MEMBRES PRÉSENTS DANS QUATRE CONTINENTS. SON SIÈGE À BRUXELLES ACCUEILLE ÉGALEMENT SA BRANCHE RÉGIONALE, L'ESBG. LES DEUX ORGANISATIONS REPRÉSENTENT LES INTÉRÊTS DES BANQUES QUI TRAVAILLENT DE MANIÈRE RESPONSABLE ET EN ÉTROITE COLLABORATION AVEC LEURS COMMUNAUTÉS ET LES PME.

APERÇU

- Qu'est-ce que l'euro numérique ? Où en est-elle ? Quel avenir lui est réservée ? (p. 2)
- Célébration de la Journée internationale de la femme en compagnie de trois femmes inspirantes du secteur de la finance (p. 3)
- Caja Huancayo consolide son partenariat avec la BID pour renforcer l'inclusion financière (p. 4)
- Une étude plus approfondie des efforts récents de l'Union européenne en matière de lutte contre le blanchiment d'argent (p. 4)
- Entretien exclusif avec le président du conseil d'administration de la RSK Bank, M. Ulanbek M. Nogaev (p. 5)
- Le dilemme de la DRDDE, ou comment choisir entre Kant et Machiavelli ? (p. 6)
- La modernisation des braquages de banque : comment protéger les banques à l'ère numérique (p. 6-7)
- La conférence de l'ESBG sur la banque de détail a étudié l'avenir de la banque de détail entre défis et opportunités (p. 7)
- Résumé de la COP28 : Scale2Save de WSBI partage des réflexions cruciales sur le climat (p. 8)

BIEN DIT !

"Pour nous, l'adhésion au WSBI est devenue une étape importante dans le renforcement de notre position sur le marché financier mondial et dans l'expansion de notre activité internationale."

M. Ulanbek M. Nogaev, président du conseil d'administration de RSK Bank

À LA UNE

WSBI prépare le terrain pour une célébration historique de son centenaire à Rome

L'Institut mondial des caisses d'épargne et des banques de détail (WSBI) s'apprête à commémorer un centenaire d'excellence en matière de banque responsable avec le très attendu 27e Congrès mondial et la Fête du Centenaire, qui se tiendront les 30 et 31 octobre 2024, au cœur de Rome, en Italie.

1er Congrès international de l'épargne à Milan, 1924

En hommage à sa riche histoire et à sa longue tradition, WSBI-ESBG invite les membres et les parties prenantes du monde entier à marquer leur agenda pour cet événement historique, qui promet d'être à la fois réfléchi et tourné vers l'avenir.

Créée le 31 octobre 1924, lors du premier congrès international de l'épargne à Milan, WSBI est devenue la plus ancienne association bancaire mondiale avec 96 membres répartis dans 71 pays. La prochaine célébration du centenaire rendra hommage à ce parcours historique en retraçant un siècle de résilience, d'innovation et d'engagement au service de la communauté.

Le congrès, qui se tiendra dans le prestigieux Auditorium de la Confindustria à Rome, sera l'occasion pour les dirigeants du secteur bancaire de se réunir et de débattre à l'occasion de la conférence intitulée *100 Years Forward Together – Shaping the Future of Responsible Banking* (100 ans de progrès commun. Comment façonner l'avenir d'une banque responsable). À travers une série de tables rondes et de discussions, les participants aborderont des sujets cruciaux comme l'inclusion financière, la finance durable, la numérisation et l'égalité des sexes dans le secteur financier.

« Nous sommes ravis d'accueillir ce rendez-vous historique à Rome, une ville imprégnée d'histoire et de culture », a déclaré M. Peter Simon, directeur général de WSBI-ESBG. « Le WSBI et ses membres ne sont pas de simples institutions financières. Nous sommes des agents du changement, des catalyseurs du progrès, d'un avenir inclusif et durable. C'est pourquoi la Fête du centenaire est plus qu'un simple jalon. Elle témoigne de notre engagement durable à exercer une influence positive sur la vie des gens et des communautés dans le monde entier, en restant fidèle à notre devise de ne *laisser personne de côté*.

L'événement comptera des intervenants et des leaders d'opinion prestigieux, dont des PDG et des cadres de grandes banques d'épargne et de détail. Attendees can expect engaging discussions and insights into the evolving landscape of responsible banking, with a focus on leveraging technology for social equity, advancing women's empowerment, and integrating environmental, social, and corporate governance (ESG) principles into banking strategies.

En plus des séances de réflexion, les participants auront l'occasion de nouer des contacts et de forger des liens significatifs avec des pairs et des experts du secteur.

L'un des temps forts du congrès sera le dîner de gala du Centenaire, qui aura pour toile de fond un lieu emblématique et offrira aux participants l'occasion de célébrer avec style tout un siècle de réalisations.

Alors que le compte à rebours pour le Congrès du Centenaire de WSBI est lancé, les parties prenantes sont encouragées à marquer les dates dans leur agenda et à se préparer à entreprendre un voyage de réflexion, de célébration et de prévoyance. Restez connecté pour obtenir des informations détaillées et des mises à jour régulières concernant le programme, les conférenciers de renom, l'inscription, les partenariats et les possibilités de parrainage, puisque WSBI invite la communauté bancaire mondiale à se retrouver à Rome pour un événement marquant qui incarne un siècle d'excellence et d'innovation du secteur bancaire.

Dans un esprit de collaboration et de vision commune, WSBI vous invite chaleureusement à venir commémorer un siècle d'impact et à façonner ensemble l'avenir de la banque responsable.

Nous avons hâte de vous accueillir à Rome pour une expérience inoubliable qui résonnera pour les générations à venir.

WSBI
WORLD CONGRESS
ROME 30-31 OCTOBER 2024

1924 - 2024 100 YEARS

L'EURO NUMÉRIQUE

Qu'est-ce que l'euro numérique ? Où en est-elle ? Quel avenir lui est réservée ?

Par Douglas Lockhart

Les paiements instantanés, numériques et abordables sont en train de devenir très courants en Europe. En parallèle, l'UE continue d'étudier sérieusement les éventuelles répercussions et la conception d'un mode de paiement public. L'ESBG en profite pour dresser un bilan, tandis que la BCE entame la deuxième phase de ses travaux techniques alors que les colégislateurs commencent à définir leurs positions, sachant que plusieurs questions concernant l'orientation de l'euro numérique demeurent en suspens.

Alors que la numérisation continue d'affecter tous les aspects de notre système financier voire du monde en général, le rôle et les outils des banques centrales, tout comme ceux des banques commerciales ont évolué. Les monnaies numériques des banques centrales, comme l'euro numérique, ne sont qu'un exemple de la remise en question imminente de la façon dont nous utilisons l'argent au 21e siècle. Cependant, l'euro numérique se distingue particulièrement par sa complexité et ses profondes répercussions. L'euro numérique affectera certainement toutes les facettes de l'épargne et de la banque de détail, mais beaucoup de choses restent encore à définir.

LES MOTIVATIONS DERRIÈRE L'EURO NUMÉRIQUE

Le projet d'euro numérique de la BCE n'est pas le premier à être considéré, tant s'en faut. Depuis un certain temps, de nombreux pays réfléchissent à la possibilité de développer leurs propres monnaies numériques de banque centrale (MNBC). En 2021, la Banque des règlements internationaux (BRI) a révélé que 86 % des banques centrales de chaque pays avaient enquêté sur la possibilité de créer des MNBC.

En effet, l'accélération du Yuan numérique en Chine a mis les pays occidentaux en état d'alerte. Certains craignaient que, si les pays ne parvenaient pas à innover avant la disparition de l'argent liquide, les monnaies numériques étrangères puissent être plus largement adoptées et jouer un rôle plus important au niveau international (au détriment des luddites monétaires).

Mais ce n'est pas seulement la monnaie numérique publique qui a dressé des oreilles à Francfort. L'essor des cryptomonnaies, des cryptomonnaies stables et des jetons de monnaie électronique (de l'anglais, *e-money token* ou EMT) sur la blockchain a également été présenté comme une menace existentielle pour les monnaies fiduciaires traditionnelles. L'euro numérique est considéré comme une alternative à ce mode de paiement en ligne privé et sans entraves.

Parallèlement, les infrastructures de paiement qui existent aujourd'hui sont de plus en plus numérisées. Avec l'augmentation des paiements mobiles et sans contact, les transactions en espèces ont logiquement baissé. Certains craignaient que cette tendance n'aboutisse à une suppression totale de l'argent liquide. En effet, cela aurait de graves conséquences sur les comptes publics et les leviers monétaires dont disposent les banques centrales.

Par ailleurs, ces solutions de paiement numérique modernes sont nettement moins européennes que l'argent liquide (qui s'appuie généralement sur les banques centrales et commerciales européennes). Le rôle de plus en plus important que jouent Visa et Mastercard en tant qu'infrastructures de paiement indispensables a été cité par des initiés de l'UE comme une sérieuse menace pour l'objectif d'autonomie stratégique de l'Union. Lors d'une réunion avec l'ESBG le mois dernier, la Commission a fait référence à l'expérience de la Russie où, du jour au lendemain, « les robinets ont été fermés » (en référence aux conséquences des sanctions américaines sur les systèmes de paiement souverains).

Toutefois, ces différentes craintes liées à l'évolution des modes de paiement modernes se sont accompagnées d'un réel revirement. Le développement international des MNBC s'est considérablement ralenti. Alors que l'Union européenne craignait auparavant d'être laissée pour compte, la BCE semble aujourd'hui prendre la tête du peloton, du moins dans les pays occidentaux (seul le dollar des Bahamas a été introduit jusqu'à présent, pour des raisons très différentes). Bien que le Yuan numérique ait poursuivi son déploiement sous l'égide de l'État, les craintes qu'il soit repris en masse dans d'autres territoires ont fortement diminué.

Par ailleurs, les cryptoactifs ne font plus peur aux marchés financiers traditionnels comme ils l'avaient dans le passé. Bien qu'il y ait eu une résurgence des actifs numériques en 2023, il y a eu un changement significatif dans la perception de leur futur rôle. En particulier, l'idée que les cryptomonnaies sont une mauvaise appellation pour désigner des actifs spéculatifs est devenue courante. En tant que telles, elles ne représentent pas une menace directe pour les monnaies nationales (ou régionales dans le cas qui de l'euro numérique).

Plus important encore, l'avenir de l'argent liquide ne semble pas aussi précaire que beaucoup disaient il y a seulement quelques années. La dernière étude de la BCE sur les habitudes de paiement des consommateurs dans la zone euro a révélé que 59 % des transactions dans les points de vente de la zone euro en 2022 étaient effectuées en espèces. L'argument en faveur de la création de l'euro numérique s'est transformé en avantages liés à l'introduction d'une méthode de paiement publique capable d'imiter les caractéristiques de l'argent liquide en ligne (par exemple, la protection de la vie privée).

Parmi les prémisses initiales de l'euro numérique, la plus durable, et en fait celle qui tient le plus la route depuis le début, est celle de l'agenda européen pour l'autonomie stratégique. Alors que l'adoption par les Européens d'une monnaie en ligne créée par l'État chinois n'a pas encore été réalisée, la domination des entreprises américaines sur les marchés européens se poursuit. Reste à savoir si le réseau des institutions de l'UE parviendra à se mettre d'accord sur un euro numérique utile et abordable sans dépendre des mêmes émetteurs de cartes et des Big Tech dont ils cherchent à s'affranchir.

OÙ EN EST L'EURO NUMÉRIQUE ?

Bien que le contexte politique et financier autour de l'euro numérique ait évolué, il y a eu des progrès, notamment sous l'impulsion de la Banque centrale européenne. La BCE a commencé ses travaux à l'été 2021, en étudiant la possibilité et les implications d'une monnaie numérique dans la zone euro, tout en rendant compte aux États membres par l'intermédiaire de l'Eurogroupe, qui lui a apporté un grand soutien.
En conséquence, la Commission a été invitée à publier une proposition contenant la base législative d'un euro numérique, proposition qui a été publiée en juin 2023. À la suite de la proposition législative, la BCE a conclu sa première phase d'enquête et a décidé, en octobre 2023, de passer à la phase suivante : la phase préparatoire.

Récemment, la BCE a commencé à œuvrer sérieusement, en se sentant clairement encouragée à prendre des décisions techniques sur la conception de l'euro numérique.
Par l'intermédiaire du groupe d'élaboration du recueil de règles (Rulebook Development Group, RDG), l'ESBG continue d'être sollicité pour fournir des renseignements sur les travaux internes de la BCE, en donnant son avis sur le rulebook par le biais d'une consultation ciblée et en proposant ses experts pour la réalisation du programme tout au long de l'année 2024.

L'agenda de la deuxième phase a été élaboré autour d'une conclusion future de la phase préparatoire prévue pour octobre 2025, clairement dans le but d'ouvrir la voie à la prise de décision nécessaire par le Conseil des gouverneurs de la BCE sur l'émission d'un euro numérique à ce stade. Néanmoins, depuis la fin de la première phase, les représentants du groupe d'élaboration du recueil de règles ont fait savoir à la BCE qu'il ne disposait pas de suffisamment de temps ou d'analyse d'impact pour que les membres puissent réagir de manière adéquate aux options techniques proposées. Ce point de vue n'a fait que s'accentuer avec l'évolution d'un ensemble de programmes de travail tronqués pour 2024. Il est essentiel que toutes les parties prenantes de l'euro numérique reconnaissent l'importance et la permanence des décisions techniques prises à ce stade.

Pendant ce temps, alors que la BCE semble vouloir accélérer la numérisation de l'euro, la position des colégislateurs semble diverger de plus en plus. Les élections européennes étant prévues pour le mois de mai (ce qui signifie un exode bruxellois vers la campagne électorale d'ici la mi-mars) et un paquet législatif déjà conséquent en cours d'examen, les rapporteurs de la Commission des affaires économiques et monétaires (ECON) ont été confrontés à un défi de taille, notamment celui de motiver leurs collègues à trouver une position d'ici le printemps.

Le député européen Stefan Berger, rapporteur pour l'euro numérique, a fixé un agenda ambitieux pour parvenir à un accord sur les amendements de la Commission des affaires économiques et monétaires à la proposition de la Commission d'ici avril. M. Berger a toutefois été contraint de retarder son propre délai pour communiquer le projet de rapport à la Commission des affaires économiques et monétaires, ce qui a eu pour effet de retarder l'ensemble du calendrier relatif à l'euro numérique. L'ESBG estime qu'un certain nombre d'eurodéputés de la Commission des affaires économiques et monétaires se sont détournés complètement de l'euro numérique, et ne s'attendent pas à ce que des mesures conséquentes soient prises avant la prochaine législature.

Entre-temps, l'euro numérique a entièrement disparu de l'ordre du jour du Conseil de l'UE sous l'actuelle présidence belge. Il convient de noter que la présidence belge sera suivie par celle de la Hongrie (pour le moins sceptique à l'égard de ces avancées de l'UE), et ensuite par deux pays non-membres de la zone euro, à savoir la Pologne et le Danemark, en 2025. Bien que les deux pays soient engagés l'année prochaine dans le processus de l'UE, aucun d'entre eux n'a d'intérêt direct dans un euro numérique et ils n'ont pas non plus exprimé d'intérêt pour les MNBC au sens plus large. Il est donc tout à fait prévisible que l'euro numérique soit peu présent dans les discussions des États membres jusqu'au milieu ou à la fin de l'année 2025.

LA VOIE VERS LE SUCCÈS DE L'EURO NUMÉRIQUE

La BCE s'est fixé un calendrier précis pour la mise en place d'un euro numérique. Toutefois, étant donné que les motivations politiques initiales semblent désormais moins urgentes et que la législation nécessaire est encore loin d'être adoptée, la BCE a eu l'occasion de recalibrer son ambitieux calendrier afin de l'aligner sur la probable évolution de la situation politique.

Au-delà des spécificités de l'euro numérique, les aspects techniques en cours de développement par la BCE ne manqueront pas d'affecter tous les aspects des opérations bancaires. Ils bénéficieraient donc d'analyses d'impact complètes, réalisées soit par les institutions de l'UE elles-mêmes, soit en partenariat avec des experts du secteur privé. Pour maximiser les avantages de l'euro numérique, tant sur le plan politique que technique, il faudra faire preuve d'équilibre et de patience.

Douglas Lockhart
est conseiller de WSBI-ESBG
spécialisé dans les paiements et
la finance numérique

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Célébration de la Journée internationale de la femme en compagnie de trois femmes inspirantes du secteur de la finance

À l'occasion du 8 mars, Journée internationale de la femme, nous avons le privilège de vous proposer de brefs interviews avec des membres et dirigeantes éminentes, et ce dans le but de mieux les connaître et de faire en sorte que nos lecteurs puissent profiter de leurs réflexions.

MME DOMINIQUE GOURSOLLE-NOUHAUD, PRÉSIDENTE DE L'ESBG

Le secteur financier est un secteur où les femmes sont encore minoritaires, notamment dans les postes de haute direction. Quel a été l'élément principal de votre parcours professionnel pour en arriver là où vous en êtes aujourd'hui ?

C'est difficile de trouver un élément plus déterminant qu'un autre. Mais quand même, dans l'ensemble de mon parcours professionnel, les femmes étaient en minorité. Je ne l'ai pas vécu comme un handicap, mais au contraire comme un moteur pour faire entendre ma position de femme, mes vues de femme, mes opinions de femme. Sans être revendicatrice et vengeresse mais au contraire, en essayant de convaincre et de sortir du cadre uniquement masculin.

Je ne représente évidemment pas l'ensemble des femmes, mais j'ai été aidée par des femmes, et je me suis engagée auprès d'elles à transmettre cette aide. Et franchement, je trouve maintenant une différence notable et positive dans les réunions ou Conseils d'administration depuis la parité.

La Journée internationale de la femme rappelle l'importance d'inclure et d'autonomiser les femmes. Comment cela s'applique-t-il au sein de votre organisation ?

Cela se traduit par une stratégie de promotion de la parité dans l'entreprise à tous les niveaux, que ce soit dans nos métiers ou dans les instances de gouvernance. Les Caisses d'Epargne Françaises ont atteint la parité dans leurs Conseils d'Orientation et de Surveillance depuis plusieurs années. Le taux de femmes cadres est également paritaire (45%), grâce aux politiques de promotion et d'accompagnement des femmes dans leur carrière.

Cela se traduit par une augmentation croissante du taux de femmes membres de directoires et présidentes.

Concrètement, les Caisses d'Epargne Françaises sont signataires de la charte en faveur de la mixité et de l'égalité femmes-hommes, ce qui se traduit par des actions concrètes sur la sensibilisation aux stéréotypes de genres, les rémunérations, la parentalité, la création de viviers ou encore le coaching et l'animation de réseaux de collaboratrices.

Enfin, comment votre organisation contribue-t-elle à l'inclusion financière des femmes ? Veuillez indiquer si BPCE apporte sa contribution à ses adhérents en proposant des produits ou services destinés aux femmes et notamment aux femmes entrepreneures.

Le sujet de l'inclusion bancaire des femmes en France est avant tout un sujet d'entreprenariat. Les femmes sont moins nombreuses que les hommes à entreprendre, alors même qu'elles affichent la même volonté. Cela est lié à des freins sociétaux mais aussi personnels. Les banques ne font pas moins de crédits aux femmes qui créent leur entreprise par rapport aux hommes mais comme nous jouons un rôle actif dans le financement de l'entreprenariat, nous avons décidé de contribuer positivement à la promotion de l'entreprenariat des femmes. Concrètement, nous sommes partenaires de l'Etat et des régions avec lesquels nous déployons des actions de formation de nos propres chargés d'affaires, de soutien aux réseaux qui aident les femmes ou encore d'organisation d'évènements, qui permettent de mettre en valeur des femmes en réussite, véritables rôles modèles. Nous accueillerons les 6 et 7 mars dans nos locaux de la Fédération, 101 femmes entrepreneures lauréates d'un concours, dont le prix sera décerné le 8 mars par Monsieur le Premier Ministre en personne.

MME LUCY SAUCEDA, VICE-PRÉSIDENTE EXÉCUTIVE DE LA BANQUE COMMERCIALE, BANCO ATLÁNTIDA, HONDURAS

Le secteur financier est un secteur où les femmes sont encore minoritaires, notamment dans les postes de haute direction. Quel a été l'élément principal de votre parcours professionnel pour en arriver là où vous en êtes aujourd'hui ?

Au cours de ces 25 années d'expérience dans le secteur financier, mon parcours a été semé d'embûches et marqué par un apprentissage permanent. Cette expérience m'a permis de m'adapter aux changements politiques, économiques et financiers, en prenant des décisions opportunes dans le respect des principes de transparence, d'éthique et de responsabilité sociale. J'ai réussi à créer de la valeur au sein de l'institution, des équipes de travail, des clients et de l'économie du pays en général.

En formant des équipes performantes par le biais du leadership, j'ai obtenu des résultats positifs en promouvant l'inclusion managériale des femmes dans les structures auxquelles j'ai participé.

La Journée internationale de la femme rappelle l'importance d'inclure et d'autonomiser les femmes. Comment cela s'applique-t-il au sein de votre organisation ?

À Banco Atlántida, nous reconnaissons que les femmes sont un atout très important pour le développement de notre économie et de notre société. C'est pourquoi, en tant qu'institution, nous sommes parfaitement conscients de notre objectif, qui est de continuer à promouvoir leur développement et leur avenir. Notre président exécutif encourage le leadership féminin au sein du Grupo Financiero Atlántida en nommant à la direction des femmes qui ont démontré leur capacité de gestion et d'action dans le secteur financier.

Enfin, comment votre organisation contribue-t-elle à l'inclusion financière des femmes ? Veuillez indiquer si BPCE apporte sa contribution à ses adhérents en proposant des produits ou services destinés aux femmes et notamment aux femmes entrepreneures.

Nous cherchons à combler les lacunes en matière d'inclusion financière et de croissance grâce à notre programme Aliadas Atlántida, qui s'adresse aux femmes entrepreneuses souhaitant développer leur entreprise ou aux femmes d'affaires désireuses de faire grandir ou d'étendre leurs activités. Le programme a pour objectif de fournir un accès aux marchés, des outils technologiques, une formation, des services de conseil et une assistance technique afin de promouvoir leur développement.

Nous disposons également de produits spécialisés comme : Carte de crédit Aliadas qui propose des avantages personnels et professionnels. En outre, nous proposons une initiative unique sur le marché : le programme d'assistance Women Leader 360, qui offre une couverture spéciale comme un soutien scolaire, le transport de vos enfants, des conseils juridiques et technologiques pour votre entreprise, entre autres.

À Banco Atlántida, nous reconnaissons que les femmes sont un atout très important pour le développement de notre économie et de notre société.

MME ZAKIA HAZZAZ, DIRECTRICE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE CHEZ AL BARID BANK, AU MAROC

Le secteur financier est un secteur où les femmes sont encore minoritaires, notamment dans les postes de haute direction. Quel a été l'élément principal de votre parcours professionnel pour en arriver là où vous en êtes aujourd'hui ?

La persévérance a indéniablement été le fil conducteur de mon parcours professionnel. Je suis convaincue que toute femme, quel que soit le secteur d'activité dans lequel elle évolue, doit faire preuve d'opiniâtreté pour surmonter les défis et atteindre ses objectifs. Cette détermination a été à la fois mon moteur et mon catalyseur depuis le début de ma carrière.

Au niveau d'Al Barid Bank, l'approche genre constitue un enjeu majeur. La banque a été saluée et primée pour son dynamisme et sa démarche volontariste en matière d'égalité femme-homme.

La Journée internationale de la femme rappelle l'importance d'inclure et d'autonomiser les femmes. Comment cela s'applique-t-il au sein de votre organisation ?

Pour gagner en autonomie, les femmes doivent avoir accès à une éducation financièreleur permettant d'acquérir des comportements financiers

Au sein d'Al Barid Bank, cela se traduit par des programmes de formation, de mentorat, d'éducation financière et de valorisation du leadership féminin. Grâce son ancrage rural, Al Barid Bank permet à plus de 120 jeunes écolières en milieu rural de bénéficier de bourses scolaires

Par ailleurs, Al Barid Bank s'est associée à plusieurs initiatives gouvernementales à travers divers programmes tel que Maroc Attamkine qui vise à renforcer l'autonomisation économique des femmes et filles à l'horizon 2030, ou le programme Daam Al Aramil qui a permis le versement de plus de 100.000 subventions à destination des veuves.

De plus, des partenariats noués avec des acteurs privés opérant dans le domaine du digital et des services financiers visent à développer l'inclusion financière des femmes, en particulier les entrepreneuses et les artisans cherchant à développer leurs activités et leurs projets.

Enfin, comment votre organisation contribue-t-elle à l'inclusion financière des femmes ? Veuillez indiquer si BPCE apporte sa contribution à ses adhérents en proposant des produits ou services destinés aux femmes et notamment aux femmes entrepreneures.

Des programmes de formation ont été organisés conjointement avec la Fondation marocain pour l'éducation financière dont notamment lele projet Wafira, lancé par l'Organisation Internationale du Travail en collaboration avec le ministère de l'inclusion économique. Ce projet vise à former des femmes rurales migrantes saisonnières et à accompagner d'autres femmes dans leurs projets d'auto-entreprenariat.

Al Barid Bank s'inscrit également dans la feuille de route gouvernementale visant à promouvoir l'autonomisation économique des femmes rurales, en participant activement à un projet de création d'une offre bancaire pour les AVEC (Associations Villageoises d'Épargne Crédit).

Enfin, dans la continuité de ses actions en faveur de l'émancipation des femmes, Al Barid Bank a lancé un pack dénommé « Hssab Laky », produit bancaire spécialement conçu pour les femmes.

ACTUALITÉS DE L'AMÉRIQUE LATINE

Caja Huancayo consolide son partenariat avec la BID pour renforcer l'inclusion financière

Par Leticia Lozano

Caja Huancayo, membre au Pérou de WSBI depuis 2021, a consolidé son partenariat avec BID Invest en convertissant un prêt permanent en une participation au capital de 7,4 % au début de cette année, et en devenant un membre fondateur du Réseau de financement pour l'Amazonie lancé par IDB Invest et la SFI en décembre.

Caja Huancayo collabore avec la BID depuis 2019. Grâce à ce partenariat stratégique, Caja Huancayo est désormais mieux à même de fournir des services financiers aux populations rurales et aux femmes, deux groupes encore négligés au Pérou.

« Le fait de compter BID Invest parmi les parties prenantes aura un impact positif très important sur Caja Huancayo », a déclaré Jorge Solis, président de Caja Huancayo et président de la Fédération péruvienne des banques de crédit et d'épargne, qui est également membre de WSBI.

« Il s'agit d'un partenariat stratégique qui nous aidera à toucher les populations rurales, dont 95 % ne disposent toujours pas de services financiers formels. Cela aura des effets positifs sur les questions de durabilité et d'égalité des genres, car l'agriculture est étroitement liée aux enjeux environnementaux et 50 % des travailleurs ruraux sont des femmes », ajoute-t-il.

Il s'agit du premier investissement de BID Invest dans un établissement du système des institutions municipales d'épargne et de crédit du Pérou (CMAC), qui sont les principaux fournisseurs de microcrédits formels dans le pays depuis les années 1980. Selon un communiqué de la BID Invest, cette opération permettra à Caja Huancayo de se concentrer sur les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et les populations vulnérables, ainsi que de renforcer le capital du fonds afin de tirer parti de la croissance de son portefeuille de prêts, et de promouvoir ainsi une plus grande inclusion financière au Pérou.

Dans le même communiqué, il est précisé qu'avec la participation de BID Invest, Caja Huancayo continue de renforcer son système de gouvernance d'entreprise, et ce grâce à un plan d'action structuré en fonction des normes internationales et des meilleures pratiques en la matière.

Le communiqué précise que l'opération devrait contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) suivants des Nations unies : Pas de pauvreté (ODD 1), égalité des genres, travail décent et croissance économique (ODD 8), Industrie, innovation et infrastructure (ODD 9), Réduction des inégalités (ODD 10), et Production et consommation responsables (ODD 12).

Caja Huancayo a largement contribué à l'inclusion financière au cours de ses 35 années d'existence. Elle bénéficie de la confiance de plus de 2,5 millions de clients dans tout le pays, avec une part de 24 % dans les prêts et de 76 % dans les dépôts.

BID Invest, membre du groupe de la Banque interaméricaine de développement, est une banque multilatérale de développement dont la mission est de promouvoir le développement économique de ses pays membres en Amérique latine et dans les Caraïbes par l'intermédiaire du secteur privé. BID Invest finance des entreprises et des projets durables afin d'obtenir des rendements financiers et de maximiser le développement économique, social et environnemental dans la région. Avec un portefeuille de 16,3 milliards de dollars d'actifs sous gestion et 394 clients dans 25 pays, BID Invest fournit des solutions financières innovantes et des services de conseil qui répondent aux besoins de ses clients dans de nombreux secteurs d'activité.

MEMBRE FONDATEUR DU RÉSEAU DE FINANCEMENT DE LA RÉGION AMAZONIENNE

Caja Huancayo est un membre fondateur du Réseau de financement pour l'Amazonie lancé conjointement par BID Invest et la Société financière internationale (SFI) lors de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP28) qui s'est tenue à Dubaï en décembre.

Le Réseau de financement pour l'Amazonie est une alliance qui rassemble des institutions financières dans le but d'augmenter les flux d'investissement, de mobiliser des capitaux, de promouvoir l'inclusion financière, de partager des connaissances sur des solutions financières innovantes et de générer des synergies avec le secteur public. Ce réseau est composé de 24 signataires fondateurs de Bolivie, du Brésil, de la Colombie, de l'Équateur, de la Guyane, du Suriname, de l'Espagne, de la Suisse, des États-Unis et du Pérou avec Caja Huancayo.

« Nous sommes ravis de rejoindre ce réseau grâce au travail que nous effectuons dans la région amazonienne », a déclaré Jorge Solis.

Les signataires sont déterminés et ont la capacité de jouer un rôle majeur dans le développement économique de la région et de réduire la pauvreté et les inégalités en soutenant des projets pouvant élargir l'accès au financement. L'un des principaux objectifs du réseau sera de créer des opportunités d'emploi grâce à un financement durable des micro, petites et moyennes entreprises de la région amazonienne.

Cette initiative conjointe marque une étape importante dans le partenariat quadriennal inédit entre le groupe de la BID et le groupe de la Banque mondiale, qui a été annoncé au mois d'août et qui vise à obtenir de meilleurs résultats pour les habitants de l'Amérique latine et des Caraïbes. Dans le cadre de cet accord, les deux organisations combinent leur expertise pour soutenir les pays de la région amazonienne dans leur transition vers une déforestation nette zéro, en aidant les populations locales à améliorer leurs moyens de subsistance tout en préservant l'écosystème, notamment par le biais d'instruments financiers innovants.

Leticia Lozano est conseillère principale pour les relations internationales et institutionnelles de WSBI-ESBG pour les Amériques et les Caraïbes

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Une étude plus approfondie des efforts récents de l'Union européenne en matière de lutte contre le blanchiment d'argent

Par Marta Kajda

Le dernier trilogue politique sur la directive et le règlement de lutte contre le blanchiment d'argent (AMLD et AMLR) s'est tenu les 16 et 17 janvier 2024.

Il s'agit d'une étape importante dans le cadre du paquet plus large de la Commission européenne sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, qui comprend quatre propositions législatives. Outre la révision de la cinquième directive sur le blanchiment d'argent, un règlement sur ce même problème devrait permettre d'harmoniser pour la première fois la stratégie commune pour lutter contre cette pratique malhonnête en Europe. La mise en place d'une autorité européenne de lutte contre le blanchiment d'argent (AMLA) jouera notamment un rôle central dans cette transformation. L'AMLA ne se limitera pas à la surveillance directe de certaines entités, mais coordonnera également les efforts des cellules de renseignement financier nationales afin d'améliorer l'efficacité globale de la lutte contre la criminalité financière.

Le 30 janvier 2024, le Parlement européen et le Conseil organisèrent des auditions publiques conjointes des 9 candidats (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Irlande, Italie, Lettonie et Lituanie) souhaitant accueillir cet organisme. La décision finale sur le siège de l'AMLA sera prise par les colégislateurs dans le cadre des négociations interinstitutionnelles prévues le 22 février 2024. Il convient de noter que les représentants du Parlement européen et du Conseil disposeront d'un nombre égal de voix, ce qui contribuera à garantir l'équilibre du processus décisionnel.

L'ACCORD PROVISOIRE SUR L'AMLD ET L'AMLR

Bien qu'il reste encore quelques questions à résoudre et qui nécessitent des éclaircissements sur le plan technique, l'ESBG approuve certaines des dispositions de l'accord provisoire sur l'AMLR. Cet accord prévoit d'étendre la liste des entités obligées de se soumettre aux nouvelles autorités de contrôle, par exemple, le secteur des crypto-monnaies, les marchands de produits de luxe, les clubs de football professionnels et les agents.

L'ESBG se félicite de l'accord conclu sur le seuil d'identification des bénéficiaires effectifs, qui est fixé à 25 % des actions ou des droits de vote. Si le seuil devait être abaissé, il aurait un impact significatif sur les opérations quotidiennes. De nombreuses personnes seraient désignées comme bénéficiaires effectifs sans tenir compte du risque de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Par conséquent, en tant que mesure secondaire, les entités obligées seraient amenées à déployer des modèles de notation pour évaluer le risque réel spécifiquement pour les bénéficiaires effectifs. Si la définition du bénéficiaire effectif englobait « tout le monde », elle n'apporterait aucune valeur ajoutée, mais saperait de manière contre-productive l'approche fondée sur les risques.

En ce qui concerne la limitation des paiements en espèces, l'ESBG est satisfaite de la limite de 10 000 euros. Cependant, elle préfèrerait encore plus que l'on décide de ne pas imposer de limite aux paiements en espèces. Toutefois, les États membres ont la possibilité de fixer un seuil inférieur. Ils peuvent également faire valoir la clause de force majeure suivie de sa notification à la Commission européenne, qui procéderait à une évaluation. En outre, les entités obligées devront effectuer des contrôles de vigilance raisonnable à l'égard de la clientèle (CDD) pour les transactions en espèces qui dépassent les 3 000 euros.

Concernant la définition des personnes politiquement exposées (PPE), le projet d'accord, qui inclut les chefs des autorités régionales et locales ayant une population de 50 000 habitants, prévoit une amélioration notable par rapport à la proposition initiale du Parlement européen, qui suggérait un seuil de 30 000 habitants. Cependant, l'ESBG considère que l'accord n'est pas conforme à la définition du GAFI, qui concerne les personnes exerçant des fonctions publiques importantes. En outre, le Parlement et le Conseil sont parvenus à un accord pour restreindre le champ d'application de l'inclusion, en précisant que seuls les frères et sœurs des hauts fonctionnaires des gouvernements centraux seront pris en compte, contrairement à l'inclusion plus large de tous les frères et sœurs des PPE telle que suggérée dans un premier temps par le Parlement.

L'ESBG se félicite de la possibilité pour les entités obligées d'externaliser la déclaration d'activités suspectes ou les déclarations basées sur les seuils à des prestataires de services hautement spécialisés. L'AMLA devrait publier des lignes directrices sur les contrats d'externalisation, et ce pour définir les rôles et les responsabilités de l'entité obligée et du prestataire de services dans le cadre de l'accord d'externalisation. Le règlement entrera en vigueur 20 jours après sa publication au journal officiel. Son application commencera trois ans plus tard.

En ce qui concerne l'objectif de l'AMLD de renforcer la lutte des autorités nationales contre le blanchiment d'argent, notre insatisfaction concerne l'introduction de registres d'actifs de grande valeur qui documentent ce type d'actifs, notamment les yachts et les voitures de luxe.

Nous estimons que la disposition qui permet aux autorités compétentes d'accéder à des informations sur certains biens n'a pas de valeur ajoutée du point de vue de la prévention du blanchiment de capitaux. En outre, cet accès constitue une intrusion dans la vie privée et les données personnelles des individus sous prétexte de lutter contre le blanchiment d'argent. Nous pensons que les autorités ne devraient pas confier aux établissements de crédit des tâches qui relèvent de la compétence des gouvernements sous prétexte de prévenir le blanchiment d'argent. Cet accord permet également aux particuliers et aux entités, y compris la presse et la société civile, d'avoir accès aux registres en démontrant un intérêt légitime.

Afin de simplifier les enquêtes pénales sur les affaires impliquant des biens immobiliers, le texte garantit que les autorités compétentes peuvent accéder aux registres immobiliers via un point d'accès unique dans chaque État membre.

PROCHAINES ÉTAPES

Les textes sont actuellement en train d'être peaufinés au niveau technique et seront présentés au Conseil et au Parlement pour approbation. Les colégislateurs devront ensuite adopter formellement les textes avant leur publication au Journal officiel de l'UE.

Marta Kajda est conseillère du WSBI-ESBG spécialisée dans les réglementations relatives à la protection des consommateurs dans le secteur bancaire

ACTUALITÉS D'ASIE

Entretien exclusif avec le président du conseil d'administration de la RSK Bank, M. Ulanbek M. Nogaev

Pourriez-vous nous donner un aperçu de votre parcours professionnel dans le secteur bancaire et nous expliquer comment celui-ci vous a mené à votre poste actuel au sein de RSK Bank ?

Justement, ma carrière dans le secteur bancaire a commencé en 2003 à la RSK Bank. En travaillant dur pendant 20 ans, j'ai réussi à passer du poste de spécialiste de la trésorerie à celui de président du conseil d'administration de la plus grande banque du Kirghizistan. Bien entendu, le chemin était long et semé d'embûches. Mais le fait d'avoir travaillé dans plusieurs banques m'a permis d'acquérir beaucoup d'expérience, de connaissances et de capacités à travailler en équipe et avec des clients.

Quels sont, selon vous, les principaux atouts et les caractéristiques qui distinguent RSK Bank dans le paysage bancaire ?

RSK Bank OJSC est la plus grande banque de détail du Kirghizistan. Elle figure parmi les cinq premières institutions financières du pays en termes d'actifs totaux, de capital autorisé, de comptes courants, de portefeuilles de dépôts et de prêts, mais aussi en termes du nombre de clients servis.

Nous offrons une gamme complète de services au détail à la population. Bien que 94 % de la superficie de la république soit constituée de montagnes, la RSK Bank est représentée dans tous les coins du pays. Nous nous efforçons de fournir des services financiers aux habitants des villages les plus reculés.

En outre, la banque dispose du plus grand réseau de banques partenaires à l'étranger, offre une large gamme de services aux personnes physiques et morales, émet et gère des cartes nationales et internationales, gère des cartes étrangères, introduit régulièrement de nouveaux produits bancaires et développe des services numériques.

De plus, RSK Bank est également représentée sur la scène financière internationale.

Comment la RSK Bank a-t-elle contribué au développement économique et à l'inclusion financière au Kirghizistan ?

La République kirghize est un pays agraire où plus de 60 % de la population vit dans des zones rurales. Dans cette optique, l'inclusion financière est reflétée dans la mission et la vision de la banque. Je voudrais souligner une fois de plus que la fourniture de services bancaires à la population dans toutes les régions est une priorité de nos activités. Nous sommes largement présents dans toutes les régions de la République et nous promouvons activement les services numériques.

Globalement, il convient de noter qu'à l'heure actuelle, la banque est engagée dans une transformation numérique. Nous allons modifier notre stratégie dans ce sens et nous sommes convaincus que ces changements créeront des conditions encore meilleures pour que chaque citoyen, quels que soient son lieu de résidence, son niveau de revenu et ses limitations en matière de santé, puisse bénéficier des services financiers dont il a besoin.

En outre, nous travaillons d'arrache-pied pour garantir la sécurité alimentaire, rendre les logements plus abordables et soutenir les petites et moyennes entreprises. Notre banque est l'un des principaux contributeurs aux programmes gouvernementaux, aux termes desquels nous accordons des prêts à taux réduit pour le développement agricole, l'achat de logements et le soutien aux PME.

Je voudrais également souligner que la RSK Bank soutient les politiques de développement de l'esprit d'entreprise chez les femmes. Nous développons et mettons en œuvre des produits conçus pour soutenir les femmes dans les PME.

Tous ces projets d'envergure de la banque sont directement liés au développement économique du Kirghizistan et à l'amélioration de l'accès aux services financiers.

Compte tenu de l'importance croissante accordée aux pratiques bancaires durables, pourriez-vous préciser l'engagement de RSK Bank en faveur de la finance verte et des principes ESG ?

RSK Bank manifeste son engagement envers les buts et objectifs de la stratégie nationale de développement de la République kirghize pour 2018-2040, soutient les objectifs de développement durable des Nations unies, les principes de la banque responsable approuvés par l'initiative financière du Programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP FI) et s'efforce de mettre en œuvre les buts et principes susmentionnés dans le cadre de ses activités.

Nous avons l'intention de développer notre coopération avec des organisations internationales dont les activités sont liées à la mise en œuvre de projets visant à réduire ou à atténuer l'impact du changement climatique mondial et à s'adapter à ses conséquences.

Rappelons que la banque a approuvé une politique environnementale et sociale afin de mettre en œuvre une partie de sa stratégie visant à développer durablement un système efficace de gestion des risques environnementaux et sociaux, à réduire l'impact environnemental et social négatif des activités de la banque et de ses clients sur l'environnement, et à respecter l'égalité des sexes dans la sélection et le service aux clients.

En outre, la banque a adopté 13 objectifs de développement durable, parmi lesquels des projets visant à minimiser les émissions de CO_2, à construire des sources d'énergie renouvelables, à mettre en œuvre des programmes visant à assurer la sécurité alimentaire, à préserver les ressources en eau du pays, à soutenir les entreprises de recyclage, sachant que plusieurs autres projets en sont au stade du développement et de la mise en œuvre.

L'année dernière, la RSK Bank OJSC est devenue la première banque du Kirghizistan à adhérer au Pacte mondial des Nations unies.

En outre, dans le cadre de cette initiative, la banque contribue à l'initiative SDG Ambition Accelerator. Ce programme est un véritable catalyseur visant à motiver les participants au Pacte mondial des Nations unies à fixer des objectifs d'entreprise ambitieux dans le domaine du développement durable et à aider les entreprises à intégrer les 17 objectifs de développement durable dans leurs stratégies, leur gestion et leurs activités.

La Banque a également approuvé un plan d'action, autrement dit une feuille de route pour la mise en œuvre de l'ESG. Dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route, une méthodologie pour l'utilisation des déchets (papier, ustensiles en plastique et en métal, cartes en plastique découpées, sceaux) a été élaborée et approuvée. La banque organise régulièrement des ateliers à l'intention de ses employés sur l'organisation du système de gestion des déchets et l'ESG.

Quelle est l'approche de RSK Bank en matière de responsabilité sociale des entreprises et quelles initiatives ont eu un impact significatif ?

L'objectif de la Banque n'est pas seulement de réussir sur le plan économique, mais aussi de contribuer au bien-être social et environnemental de notre pays et de la société dans son ensemble.

Étant l'une des plus grandes institutions financières du pays, nous faisons preuve d'un haut niveau de responsabilité sociale. Ces actions comprennent l'organisation et le soutien de projets et d'activités à caractère social et environnemental visant à préserver la biodiversité du pays et au-delà. La banque attache une grande importance au soutien du sport, de la culture et de l'aide caritative.

Je tiens à rappeler que nous utilisons, dans le cadre de nos activités, des outils pour résoudre les problèmes liés à l'écologie et au monde environnant. Parmi ces projets figurent le financement de projets visant à réduire les émissions de CO_2 et la construction de sources d'énergie renouvelables, notamment des petites centrales hydroélectriques et des parcs d'éoliennes. Nous avons mis en œuvre des programmes visant à assurer la sécurité alimentaire, la préservation des ressources en eau du pays et le soutien aux entreprises de recyclage.

De quelle manière la RSK Bank donne-t-elle la priorité à l'innovation et à la technologie dans ses opérations bancaires ?

Une fois de plus, je voudrais souligner qu'aujourd'hui, RSK Bank s'est engagée sur la voie d'une transformation numérique complète. Notre mission globale est d'acheminer les clients vers les services à distance en créant des conditions favorables pour l'ensemble de la population. Nous avons développé une application mobile proposant plus de 900 services différents, des services bancaires en ligne pour les personnes morales et d'autres solutions modernes pour améliorer le service à la clientèle. La banque travaille activement à l'optimisation des processus bancaires afin d'offrir un service plus rapide et de meilleure qualité aux clients et de renforcer l'efficacité de ses opérations.

Au début de l'année, la banque a créé une société de haute technologie, RSK Technologies, qui est chargée de développer des produits et des services numériques innovants. À propos de nouveautés, j'aimerais annoncer l'introduction imminente d'une application mobile RSK ultramoderne, où les utilisateurs pourront trouver la gamme la plus complète de services.

Nous avons également pris en compte les entrepreneurs. Au printemps, nous présenterons, avec nos partenaires, l'application Ishker24, qui fournira des solutions aux problèmes de tous les hommes d'affaires. L'ouverture d'une entreprise individuelle, le paiement des impôts, la soumission de rapports, l'acceptation de paiements et bien d'autres services seront disponibles à partir d'un smartphone.

En outre, RSK Bank surveille les nouvelles tendances dans le secteur financier et accorde une grande attention à la formation de son personnel. Nous avons créé la RSK Academy, une université d'entreprise en interne, dont l'objectif principal est d'améliorer en permanence le niveau de qualification et de connaissance des employés de la banque, et ce en coopération avec des centres de formation et des sociétés de conseil de premier plan.

Quels sont les défis et les opportunités auxquels vous vous attendez à RSK Bank dans les années à venir ?

Nous avons beaucoup de projets et d'opportunités. À court terme, nous prévoyons d'ouvrir des comptes de correspondants dans des banques européennes et asiatiques, de signer un accord de conseil avec Renaissance Capital (Londres), d'obtenir une notation de crédit de l'agence de notation internationale Fitch Ratings Inc. (New York), de placer des euro-obligations à la Bourse de Londres, d'obtenir une licence pour effectuer des opérations de dépôt et devenir la première banque de dépôt au Kirghizistan, d'émettre des jetons adossés à des actifs (cryptomonnaies stables) et d'obtenir l'autorisation de la Banque nationale du Kirghizistan.

En outre, en collaboration avec le fournisseur étatique de services de téléphonie mobile, la banque a initié la création d'un écosystème public de fintechs au Kirghizistan. La coopération dans le cadre du premier projet GovFinTech consiste à combiner le potentiel de deux grandes entreprises publiques pour lancer des technologies financières mobiles et innovantes, tout en améliorant l'efficacité des services bancaires et de télécommunication. Le premier produit issu de ce partenariat, comme je l'ai mentionné précédemment, est une application mobile unifiée unique, Ishker24, destinée aux entrepreneurs.

Y a-t-il un message ou une vision particulière que vous aimeriez partager avec la communauté de WSBI et les parties prenantes ?

Tout d'abord, je souhaiterais exprimer ma gratitude à WSBI pour la confiance et l'accueil de RSK Bank dans ses rangs. Pour nous, cette adhésion à l'association est devenue une étape importante dans le renforcement de notre position sur le marché financier mondial et dans l'expansion de notre activité internationale. Je suis convaincu que l'interaction avec les banques du monde entier nous aidera à développer des services de détail et à accéder aux connaissances, aux meilleures pratiques et aux solutions les plus récentes qui peuvent améliorer les opérations de notre banque. L'expérience des membres du WSBI dans la mise en œuvre des dernières technologies et innovations dans les activités de détail et dans l'utilisation d'approches globales pour développer les activités d'épargne est extrêmement importante pour nous. J'insisterai particulièrement sur l'opportunité de partager nos expériences en matière d'ESG pour préserver l'écologie du pays et de la région en général.

FINANCE DURABLE

Le dilemme de la DRDDE, ou comment choisir entre Kant et Machiavelli ?

Par Adrien Boudet

Selon Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des affaires étrangères (IFRI), « *l'Union européenne est actuellement confrontée à un moment machiavélien de l'histoire* »[1]. En effet, l'Union européenne est concurrencée par d'autres puissances dans plusieurs domaines, notamment l'économie, et semble ignorer cette réalité alors qu'elle s'emploie à promouvoir la coopération mondiale, notamment en ce qui concerne la transition vers la durabilité. Selon Gomart, l'UE doit reconnaître que son modèle est menacé et, par conséquent, prendre les mesures appropriées pour se protéger et être prête à affronter ses concurrents (États-Unis, Chine, Russie, etc.) au lieu de tenter naïvement de coopérer avec eux sachant qu'ils ne sont probablement pas disposés à le faire. Cependant, la lutte contre le changement climatique nécessite une véritable coopération pour réussir. Dans cette optique, au lieu de se livrer à une concurrence machiavélique, les enseignements de Kant[2] mettent l'accent sur la nécessité d'établir une coopération internationale sur plusieurs questions d'ordre international. Aujourd'hui, la question environnementale doit certainement faire partie de l'ordre du jour. À partir de là, il semble que l'UE doit choisir entre la realpolitik pragmatique de Machiavel et l'idéalisme coopératif de Kant.

REALPOLITIK OU IDÉALISME : L'UE AVEC OU CONTRE LE MONDE ?

La directive sur la diligence raisonnable des entreprises en matière de développement durable (DRDDE) est un exemple parfait de cette tension entre la nécessité de coopérer pour lutter contre le changement climatique et la nécessité pour l'UE d'éviter de tomber dans une naïveté qui entraverait sa compétitivité par rapport à d'autres puissances. « *L'Europe doit jouer son rôle dans la concurrence actuelle entre les systèmes américain et chinois, et elle a besoin d'une économie forte et compétitive pour tenir son rang sur la scène mondiale* ». Voici que ce que dit la lettre envoyée par les ministères allemands des Finances et de la Justice aux autres États membres pour justifier son opposition à la DRDDE. En effet, le texte final du DRDDE[3] reprend notamment les règles concernant « *la responsabilité civile des entreprises pour les dommages causés à une personne physique ou morale, à condition que l'entreprise ait omis, intentionnellement ou par négligence, de prévenir et d'atténuer les effets négatifs potentiels ou de mettre fin aux effets réels et d'en réduire l'ampleur, et qu'à la suite de cette omission, un dommage ait été causé à la personne physique ou morale*[4]. »
Ces dispositions risquent d'affaiblir les entreprises de l'UE, alors qu'il n'existe aucune exigence équivalente pour les entreprises américaines ou chinoises de la même taille. Cette disposition soulève la question de savoir comment l'UE pourrait exercer son influence sur un marché si ses entreprises étaient contraintes de s'en retirer tôt ou tard.
Ce constat est d'autant plus frappant puisque les États-Unis ont adopté, il y a deux ans, la loi sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act), qui prévoit l'octroi d'un plus grand nombre de subventions à leurs propres entreprises et, de ce fait, le renforcement de leur compétitivité devant les entreprises européennes. Dans les mots de Machiavel : « *quiconque tient pour réel et vrai ce qui devrait l'être, mais ne l'est malheureusement pas, court inévitablement à sa ruine* ».

Au contraire, Kant soutiendrait que l'UE doit « *agir comme si chacune de ses actions devait devenir une loi universelle* ». En ce sens, la mise en place de normes environnementales et sociales pour les grandes entreprises et leurs fournisseurs, telle qu'énoncée dans la DRDDE, est bien une mesure que l'UE devrait prendre, car d'autres régions sont susceptibles de suivre son exemple du fait de son pouvoir de persuasion (soft power)[5].

Pour approfondir cette idée, comment l'UE pourrait-elle se présenter comme le leader de la protection environnementale et des droits de l'homme si elle n'en donne pas l'exemple avec ses propres entreprises ? Voilà l'une des principales critiques soulevées par les pays du Sud lorsqu'ils sont invités par les pays occidentaux à effectuer une transition rapide, alors que ces derniers ont ignoré les effets néfastes sur le climat durant leur révolution industrielle. En outre, sachant que le changement climatique doit être combattu le plus rapidement possible, les grandes entreprises européennes doivent continuer à se montrer ambitieuses malgré les préoccupations (légitimes) en matière de compétitivité.

LE DANGER DE JOUER À LA REALPOLITIK AU SEIN DE L'UE

La question de savoir si l'UE doit suivre une approche realpolitik lorsqu'elle est en concurrence avec des entreprises étrangères ne se pose pas. Néanmoins, la DRDDE révèle le danger d'une situation où les États membres ont tendance à appliquer les leçons de Machiavel les uns contre les autres. En effet, les difficultés rencontrées dans l'adoption de ce texte sont en partie dues au fait que certains États membres poursuivent un agenda national plutôt qu'européen. Dans ce sens, on pourrait penser que la position de la France d'exclure la partie en aval du secteur financier des obligations de la diligence raisonnable était plutôt motivée par la volonté d'attirer les entreprises financières après le Brexit que par la prise en compte des spécificités du secteur financier (ce qui est une fois de plus une inquiétude légitime). Plus récemment, la tentative du parti libéral allemand de bloquer le texte au Conseil est probablement plus liée à sa position sur l'échiquier politique du pays (la part de voix qu'il représente est d'environ 5 % avant les élections européennes de juin) qu'à son souhait de voir l'Europe exercer une vraie influence sur la scène géopolitique.

Cette tendance est probablement la plus inquiétante. En effet, l'UE est déjà concurrencée sur de nombreux fronts par d'autres puissances et les critiques au sein des États membres se multiplient, comme le montrent les derniers sondages et les dernières élections.

En fin de compte, l'UE ne devrait peut-être pas avoir à choisir entre Machiavel et Kant, mais plutôt trouver un équilibre entre les deux philosophies. Concrètement, l'UE doit continuer à promouvoir ses idéaux et ses valeurs (avec des lois comme la DDTS) en s'appuyant sur ses atouts, notamment son pouvoir économique. Par exemple, la mise en œuvre d'un mécanisme d'ajustement carbone transfrontalier est une proposition intéressante qui va dans ce sens. En même temps, l'UE ne peut pas se permettre d'être naïve et doit s'émanciper des autres puissances en se montrant prête à riposter au cas où ces dernières menaceraient ses entreprises.
Ce n'est pas en étant moins ambitieuse en matière d'environnement et de droits de l'homme que l'UE vaincra le populisme, mais plutôt en montrant que la défense de ces valeurs est compatible avec la protection de ses propres citoyens et entreprises.

« Les Européens doivent améliorer leur compréhension des affaires mondiales s'ils veulent défendre leurs intérêts face à des États qui entendent exploiter leurs divisions pour imposer leurs propres valeurs ». Voilà ce que dit clairement la DRDDE. Il est peut-être temps de se comporter comme des kantiens à l'intérieur de l'UE et comme des machiavéliens face à nos principaux concurrents, et non l'inverse ?[6]

Adrien Boudet est conseiller du WSBI-ESBG en matière de finance durable

1 Thomas Gomart, L'affolement du monde.
2 Kant, Vers la paix perpétuelle.
3 Lors de sa rédaction, le texte final n'a été voté ni au Conseil ni au Parlement européen à cause des reports dus à la volte-face de dernière minute de certains États membres.
4 Article 22 du texte définitif.
5 Ce terme est défini comme « le pouvoir (d'une nation, d'un État) dérivant de l'influence économique et culturelle, plutôt que de la coercition ou de la force militaire », Nye, Bound to lead.
6 Thomas Gomart, L'accélération de l'Histoire.

FINANCE NUMÉRIQUE

La modernisation des braquages de banque : comment protéger les banques à l'ère numérique

Par Janine Barten

Willy Sutton (1901-1980) était un personnage bien particulier qui a dérobé environ 2 millions de dollars en quarante ans de carrière dans le braquage de banques. Lorsqu'on lui demandait pourquoi il braquait des banques, Sutton répondait tout simplement : « Parce que c'est là que se trouve l'argent ».

À l'heure de la numérisation, Sutton serait contraint d'adopter un nouveau mode opératoire. Les criminels ne s'intéressent plus seulement aux banques pour l'argent qu'elles gardent, mais aussi pour les données qu'elles détiennent. Les banques doivent donc faire face à toute une série de nouveaux défis en matière de sécurité. Bien que les institutions financières soient à la pointe de l'innovation et emploient de nouvelles technologies pour améliorer leurs services, le risque de cybermenaces, de fraudes et de brèches dans les données ne fait qu'augmenter. Pour rester à la pointe de ces défis, le secteur bancaire doit se montrer uni. C'est pourquoi WSBI-ESBG a décidé de rassembler ses membres experts pour discuter des meilleures pratiques lors de la première réunion conjointe du Réseau Cybersécurité et du Réseau Banque et Technologie.

Organisée par Erste Group Bank à Vienne les 14 et 15 décembre 2023, la conférence a réuni plus de 30 experts venus du monde entier pour échanger sur les dernières nouveautés concernant la sécurité bancaire. Cet événement de deux jours a réuni non seulement les membres du WSBI-ESBG, mais aussi d'éminents conférenciers qui ont abordé des questions essentielles pour le secteur bancaire. Un grand nombre de sujets, dont la fraude, les portefeuilles numériques et l'intelligence artificielle, ont été abordés lors de présentations qui s'ensuivaient de discussions interactives.

Les participants ont été chaleureusement accueillis par le responsable de la sécurité d'Erste Group, Roland Supper, qui a donné un aperçu des initiatives et de l'expertise d'Erste dans le domaine de la cybersécurité lors de son discours d'ouverture. Ensuite, Bernardo Horta, responsable de la cybersécurité et de la sécurité de l'information au sein d'Erste Group, a animé une table ronde sur la maturité en matière de cybersécurité, en décrivant la structure de gouvernance d'Erste. Les membres ont exploré la manière dont le niveau de maturité de la sécurité est mesuré et régi dans un environnement fédéré.

Ensuite, ce fut au tour de Nenad Milanovic, responsable de la sécurité de l'information chez Erste Group, d'illustrer les cas de fraude traités par le centre d'opérations sécuritaires d'Erste Group, en soulignant que les institutions financières ne se contentent plus aujourd'hui de fournir des services financiers à leurs clients, mais deviennent fondamentalement des sociétés de logiciels. Ce dernier a mis en évidence les menaces actuelles et les solutions qui existent pour sécuriser et protéger les données, et a donné un aperçu historique de l'évolution de la sécurité de l'information au sein d'Erste Group.

Dans le même ordre d'idées, Carina Kloibhofer, responsable de la gestion de la sécurité de la confidentialité des données AT, a présenté aux membres un résumé des initiatives de sensibilisation à la cybersécurité menées par Erste Group, notamment des formations, des campagnes et des simulations d'hameçonnage destinées aux employés. Erste Group a également encouragé la ludification de l'apprentissage par le biais de son jeu de société « Bankers vs. Hackers »

(Banquiers contre hackers) et en organisant une salle d'évasion à l'occasion du Mois européen de la cybersécurité. La clôture de la journée a été assurée par Diederik Bruggink, responsable des paiements, de la finance numérique et de l'innovation chez WSBI-ESBG.

Alors que la première journée était centrée sur le thème de la cybersécurité, la journée suivante a été consacrée à des discussions sur le portefeuille européen d'identité numérique (European Digital Identity Wallet, EUDIW). La conférence fut inaugurée par Oliver Lauer, responsable de digitallabor.berlin au Deutscher Sparkassen- und Giroverband (DSGV) et président du Réseau Cybersécurité, qui a discuté avec les participants des risques et des opportunités des portefeuilles synergiques.

Norbert Sagstetter, chef de l'unité e-IDAS à la Commission européenne (Direction générale des réseaux de communication, du contenu et des technologies, DG CNECT), a discuté avec les membres sur la stratégie qui sous-tend le portefeuille européen d'identité numérique. Le portefeuille a été présenté dans ses grandes lignes, en mettant l'accent sur sa gratuité pour tous les citoyens européens, son acceptation dans l'ensemble de l'Union européenne et l'importance qu'il accorde à la sécurité et à la protection de la vie privée. À présent, quatre projets pilotes sont en phase de test pour de nombreux cas d'utilisation du portefeuille (NOBID, EWC, Potential, et DC4EU). Dans le domaine financier, les cas d'utilisation sont par exemple l'ouverture de compte (Know Your Customer), les paiements (Strong Customer Authentication), les signatures électroniques certifiées et l'euro numérique. Enfin, M. Sagstetter a détaillé le calendrier de mise en œuvre du portefeuille, qui devrait être opérationnel au cours du second semestre 2026.

Dans le prolongement des présentations sur ces portefeuilles d'identité numérique, Ronny Khan, chef de projet au sein du consortium NOBID, a informé les membres des dernières évolutions du projet pilote à grande échelle de NOBID, qui se concentre spécifiquement sur la sécurité des paiements dans le portefeuille européen. Il a également évoqué le règlement eIDAS 2.0 et l'impact potentiel de l'euro numérique sur le système eIDAS.

Florian Andreae, ingénieur logiciel senior chez la DSGV et architecte du groupe de travail sur l'euro numérique de la Banque centrale européenne de la Banque centrale européenne, a ensuite donné vie à l'EUDIW en présentant les récents travaux réalisés sur le porte-monnaie pour mettre en œuvre l'euro numérique. Les différentes méthodes de sécurisation des paiements concernant l'euro numérique et l'authentification forte du client (Strong Customer Authentication, SCA) ont été discutées avec les membres, à qui l'on a montré comment utiliser le portefeuille e-ID pour effectuer des achats dans un magasin.

Le dernier sujet à l'ordre du jour concernait le rôle de l'intelligence artificielle dans la lutte contre la fraude. À ce propos, Óscar García-Olalla, responsable de l'IA et de la science des données chez Xeridia, a présenté les cas d'utilisation de la banque numérique sur lesquels ils travaillent, illustrant les façons dont l'IA est employée dans la surveillance de la fraude. La discussion sur l'intelligence artificielle s'est poursuivie lors d'une table ronde animée par Michael Wachert-Rabl, spécialiste de la cybersécurité et de la sécurité de l'information chez Erste Group, qui a examiné la loi sur l'intelligence artificielle d'un point de vue pratique. Les membres ont approfondi des sujets comme la conformité, la gouvernance basée sur l'intelligence artificielle et les codes de conduite.

Alors que la deuxième journée touchait à sa fin, Danith Valles, responsable de l'architecture d'entreprise chez Cecabank et présidente du Réseau Banque et Technologie, a prononcé le mot de la fin.

WSBI-ESBG remercie Erste Group pour son excellent accueil et espère poursuivre ses échanges avec un réseau solide et uni d'experts dans les domaines de la banque, de l'innovation et de la sécurité. Il est clair que les banques sont prêtes à relever les défis lancés par les successeurs de Willie Sutton.

Janine Barten
est conseillère du WSBI-ESBG
et experte en finance
numérique et innovation

BANQUE DE DÉTAIL

La conférence de l'ESBG sur la banque de détail a étudié l'avenir de la banque de détail entre défis et opportunités

La conférence sur la banque de détail de 2023 de l'ESBG a réuni une pléiade d'experts du secteur bancaire, de décideurs politiques et de chefs de file de l'industrie. Ce rendez-vous annuel qui a lieu depuis 2008 s'est attaqué aux défis urgents et à l'évolution du secteur bancaire, et ce en proposant une étude approfondie des questions cruciales qui influencent l'avenir de la banque de détail.

Peter Simon, directeur général de WSBI-ESBG, a donné le coup d'envoi de la conférence en insistant sur le rôle majeur des banques de détail et des caisses d'épargne dans un contexte d'incertitude économique. Des tensions géopolitiques aux fluctuations des prix de l'énergie, M. Simon a souligné l'importance de ces institutions pour assurer la stabilité financière et favoriser la croissance économique.

Lors du premier discours, M. François-Louis Michaud, directeur exécutif de l'Autorité bancaire européenne (ABE), a évoqué la transformation du secteur financier, qui est passé de la stabilité antérieure à la crise à la gestion de la crise. Après avoir comparé les approches réglementaires européennes et américaines, il a insisté sur l'importance des efforts déployés pour évaluer la santé du secteur, notamment dans un contexte de forte inflation. M. Michaud a également abordé le rôle des banques dans la lutte contre le changement climatique et le développement durable, en insistant sur la nécessité d'une stabilité réglementaire.

M. Thomas Matis, cadre supérieur chargé des services financiers chez KPMG, a réalisé une brève présentation dans laquelle il a exposé ses conclusions sur les mesures d'encouragement actuellement mises en œuvre sur le marché allemand du conseil en investissement de détail. Il a attiré l'attention sur les préférences des investisseurs de détail allemands pour des conseils personnalisés et sur l'impact potentiel du refus des investisseurs de payer pour des services de conseil sur l'utilisation d'instruments financiers.

Au cours du premier panel, l'eurodéputée Stephanie Yon Courtin, Evert Van Walsum (ESMA) et Christian E. Castro (CaixaBank) ont animé une discussion essentielle sur la stratégie d'investissement de détail. Mme Courtin a mis l'accent sur la collaboration pour gérer plus d'un millier d'amendements, en soulignant son impact sur l'avenir de la banque de détail. M. Van Walsum a souligné l'importance d'aligner les cadres sur les besoins des banques, en mettant l'accent sur une législation adaptative. Castro a également fait part de sa vision pratique, en mettant l'accent sur l'équilibre délicat nécessaire à une réglementation efficace. La table ronde s'est concentrée sur le rôle pivot de la confiance et de la transparence dans les cadres législatifs, en reconnaissant les défis multidimensionnels auxquels est confronté le secteur de la banque de détail. Le panel a évité de préconiser des solutions uniformes en tenant compte de l'impact potentiel de l'interdiction des mesures d'encouragement sur l'accessibilité pour les consommateurs à faible revenu.

Le rythme du débat s'est intensifié lorsque Fiona Van Echelpoel (BCE), Peter Kerstens (Commission européenne), Erik Ljungberg (Swedbank) et Andrea Tessera (Banca Sella) ont analysé l'équilibre délicat entre la rupture et la tradition dans la finance ouverte, sous la modération de M. Diederik Bruggink, responsable des paiements, de la finance numérique et de l'innovation au sein de l'ESBG. Mme Echelpoel a insisté sur le fait que la confiance est fondamentale dans la prestation de services financiers, soulignant ainsi la nécessité d'une communication transparente et claire et d'un comportement éthique. M. Kerstens s'est penché sur les aspects techniques, en insistant sur l'échange responsable de données et sur le rôle crucial de la limitation de leur finalité dans la protection contre les abus. Pour sa part, M. Ljungberg a mis l'accent sur le rôle de la surveillance réglementaire dans la promotion de l'innovation tout en préservant l'alignement sur les réglementations en matière de protection des données, et en présentant les bacs à sable réglementaires comme des outils clés. M. Tessera a conclu en mettant l'accent sur les normes communes et l'interopérabilité, qui sont essentielles à l'intégration transparente des données financières dans les différents secteurs.

Au cours d'une conversation à bâtons rompus, Mme Arianna Vannini, économiste en chef à la Direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA) de la Commission européenne, a abordé les défis économiques mondiaux et l'évolution de l'architecture financière, en soulignant l'importance des partenariats public-privé pour les investissements dans le domaine du climat, de la numérisation et du développement durable. Ce fut ensuite au tour de Mme Ana Puente Pérez, responsable de la durabilité et de la finance numérique au ministère espagnol de l'Économie et de la Numérisation, de prendre la parole pour prononcer le deuxième discours thème. Mme Pérez a résumé les priorités de la présidence espagnole en matière de réglementation bancaire, notamment Bâle III, le cadre CRD V, la DSP2, le paquet sur la finance numérique et l'Union des marchés de capitaux. La finance durable et la norme européenne sur les obligations vertes ont été mises en avant en tant que moyen d'aligner les réglementations financières sur les objectifs environnementaux.

Le panel 3 a mis en lumière le rôle de la banque de détail dans le pilotage de la finance durable. La discussion, à laquelle ont participé Marcel Haag (Commission européenne), David Lukas Rozumek (FMI), Veronika Pountcheva (ISSB) et Karolin Schriever (DSGV), a passé en revue les principaux aspects de ce contexte crucial. M. Haag a souligné les défis liés à l'alignement de la banque de détail sur les réglementations en matière de finance durable, en insistant sur la nécessité d'avoir des règles cohérentes et rationalisées. Mme Pountcheva a mis en lumière les efforts déployés par l'ISSB pour établir des normes internationales de divulgation en matière de développement durable, en mettant l'accent sur une base de référence universelle et sur des informations liées au climat afin de répondre aux demandes des investisseurs. Mme Schriever s'est penchée sur les défis auxquels sont confrontées les banques de détail dans le cadre de la transition écologique, en soulignant l'importance de simplifier les processus de divulgation. Le panel a souligné la nécessité d'aligner les cadres de reporting sur le développement durable avec les stratégies des entreprises, avec la volonté de développer des cadres gérables pour les PME qui puissent garantir l'accès au financement sans imposer un fardeau excessif en matière de reporting.

Dans son discours thème, Mme Patricia Reilly, chef de cabinet du commissaire McGuinness, a abordé des sujets financiers et réglementaires, en insistant sur l'importance de la stabilité financière, de l'intégrité du marché et de la protection des consommateurs. Les initiatives réglementaires, comme la simplification des exigences en matière de reporting, les réglementations de référence et la promotion de la banque ouverte (de l'anglais, open banking) ont été mises en avant.

En tant qu'hôte de l'événement, Mme Dominique Goursolle-Nouhaud, présidente de l'ESBG, a exprimé sa gratitude aux participants à la conférence et a souligné le rôle crucial que jouent les caisses d'épargne et les banques de détail européennes. En abordant les défis et les opportunités de la transformation numérique, elle a souligné la nécessité de mettre en place des réglementations bancaires proportionnées et des mécanismes de collaboration entre les parties prenantes.

La conférence de l'ESBG sur la banque de détail de 2023 a permis des échanges riches, des perspectives diverses et un engagement commun pour aborder l'avenir en constante évolution de la banque de détail.

PLAIDOYER MONDIAL

Résumé de la COP28 : Scale2Save de WSBI partage des réflexions cruciales sur le climat

Par Stephen Peachey et Weselina Angelow

Représentée par Weselina Angelow et Steve Peachey, l'équipe Scale2Save de WSBI a participé à la COP 28 qui s'est tenue à Dubaï, aux Émirats arabes unis, en décembre 2023. L'événement fut véritablement révélateur. Il y a encore beaucoup à faire, mais les participants ont vraiment compris la dynamique de l'adaptation et de la résilience climatiques. Ce point est important pour les membres de WSBI, car l'adaptation et la résilience sont liées à la manière dont les personnes qui constituent notre clientèle de base gèrent les chocs qui compromettent ce qu'elles peuvent accomplir avec nous.

Nous avons été généreusement accueillis par le Programme du Golfe arabe pour le développement (AGFUND), membre du WSBI, qui s'est associé à la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) pour sponsoriser le pavillon de la terre et de la résilience à la sécheresse. Dirigé par le directeur général Dr Nasser, l'AGFUND est un membre important de la communauté de WSBI, car elle contribue de manière significative à la mission commune de produire un impact au-delà de l'inclusion financière traditionnelle, en promouvant la résilience et le développement durable chez les communautés du monde entier.

Nous nous trouvons ainsi face à des segments de marché cibles vulnérables qui opèrent à la frontière entre l'activité économique formelle et informelle. Ces personnes sont confrontées à la volatilité quotidienne des revenus et des dépenses, à laquelle s'ajoute désormais la volatilité climatique. Le retard des précipitations compromet les stratégies de plantation des petits exploitants et les pluies diluviennes peuvent détruire les cultures avant qu'elles n'arrivent à maturité, sans compter qu'elles peuvent aussi anéantir des quartiers entiers dans les zones urbaines informelles et les zones rurales.

La séance s'est appuyée sur les enseignements tirés du programme Scale2Save de WSBI pour organiser un débat sur la meilleure façon d'aider les femmes vulnérables à financer les investissements nécessaires pour adapter les activités génératrices de revenus afin qu'elles soient moins perturbées par les chocs climatiques. WSBI a eu le plaisir d'être rejoint par des intervenants de la Banque néerlandaise de développement entrepreneurial (FMO), de l'AGFUND, membre de WSBI, de la Banque de développement de l'Ouganda (UDB) et de Development Alternatives de l'Inde :

- Les participants ont convenu avec Carrie Walczak de la FMO qu'une meilleure harmonisation sur le terrain est nécessaire entre le financement du développement et les bénéficiaires finaux afin que les femmes entrepreneuses puissent réellement profiter des subventions climatiques qui leur sont proposées. Les connaissances au niveau local sont essentielles pour mieux répondre aux besoins des entreprises vulnérables. Il faut trouver de nouveaux moyens pour que les banques puissent prêter à des marchés perçus comme trop risqués grâce à des garanties second loss.
- Kanika Verma, de Development Alternatives, a expliqué combien il était important d'intégrer le financement du développement dans le renforcement des compétences et l'autonomisation des femmes dans tous les volets de l'entreprise. En créant un espace propice, les femmes peuvent exploiter leur talent d'innovation inné et si le financement climatique est fourni dans le cadre d'un renforcement plus large de la résilience et des moyens de subsistance, les taux de retour sur investissement sont souvent très élevés (plus de 98 %).
- Le professeur Badr El Din A. Ibrahim de l'AGFUND a convenu de la nécessité de mettre en place des mécanismes permettant aux banques d'accepter des clients à risque au lieu de s'en détourner en période de risque climatique accru. En général, les institutions financières doivent investir une plus grande partie de leur portefeuille dans de petites entreprises et aider à réduire les dangers, notamment ceux qui pèsent sur les entreprises agricoles touchées par les chocs climatiques. En outre, il existe une demande de garanties vertes et sociales chez les entreprises dirigées par des femmes, qui permettent d'allonger les cycles de remboursement.
- Patricia Ojangole de l'UDB a suggéré que les plateformes numériques pilotées par les banques ou adoptées dans le cadre de partenariats avec les fintechs sont essentiels pour fournir aux petits exploitants un premier point d'accès au financement, réduire les coûts du crédit et augmenter la flexibilité des cycles de remboursement afin que les entreprises informelles et vulnérables puissent faire face aux chocs et se développer dans la légalité.

Cependant, la COP est l'occasion d'écouter et d'apprendre et ne doit pas se limiter à l'exposition nos points de vue. Voici trois enseignements clés que Weselina et Steve ont tirés de la COP28 et qui, selon eux, doivent être pris en compte par les membres de WSBI :

- La COP 28 fut la scène d'une annonce majeure. En effet, **l'alimentation sera désormais un volet obligatoire des engagements en matière de contributions définies au niveau national que les gouvernements prennent dans le cadre de la COP**. Cette initiative aurait dû être menée depuis longtemps, car l'agriculture et la production alimentaire sont souvent les principales sources d'émissions nettes dans les pays à faible revenu et on estime qu'elles contribuent à hauteur de 15 à 30 % à l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre dans le monde. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a contrasté cette situation en indiquant que seulement 4 % du total des flux de financement climatique à ce jour ont été consacrés à ce secteur, tandis que l'agence recherche sur le changement climatique, CGIAR, a souligné que l'agriculture est l'un des rares secteurs qui peuvent passer du statut d'émetteur à celui de puits de carbone lorsque les agriculteurs sont encouragés à adopter des techniques régénératrices. Le World Wildlife Fund est sur le point de lancer une boîte à outils pour aider les gouvernements à refléter les stratégies pour l'agriculture dans les contributions fixées au niveau national et les plans d'action nationaux. Le programme Scale2Save de WSBI est déjà en contact avec le WWF et s'efforce de mobiliser des fonds pour aider les membres à créer des outils de financement locaux qui permettraient aux agriculteurs d'adopter des modèles d'exploitation plus évolutifs.
- **L'égalité des genres est désormais une préoccupation majeure dans tous les aspects de l'agenda climatique**. Il est de plus en plus évident que les femmes subissent souvent l'impact des chocs climatiques de manière disproportionnée et qu'elles jouent un rôle considérable dans la gestion des perturbations qui en résultent pour leur famille. Ce constat s'inscrit dans le cadre des recherches menées par Scale2Save sur la manière dont les femmes utilisent l'épargne pour renforcer leur résilience en général, mais ne peuvent souvent pas utiliser le crédit (ou l'assurance) à moins que ces services ne soient fournis sous des formes innovantes et plus flexibles. Lors de la COP28, les Fonds climatiques des Nations unies (qui gèrent des centaines de milliards de dollars de financement public pour le climat) ont organisé une série d'ateliers au format « Demandez à l'expert », et ce fut au tour de Steve d'assister à celui sur le genre. Il est reparti très encouragé par la réaction de plusieurs experts et d'autres personnes présentes dans l'auditoire concernant l'adhésion récente du WSBI au code WE-FI de la Banque mondiale. Nous avons eu tout à fait raison de nous engager rapidement et Scale2Save se réjouit de l'occasion qui lui est donnée de travailler avec des membres qui sont déterminés et prêts à jouer un rôle moteur dans la réduction du déficit de financement pour les femmes dans les entreprises. Les données probantes que le code WE-FI fournira constitueront une étape importante pour catalyser la demande et la lier à l'adaptation et à la résilience climatiques.
- **Les flux internationaux ne suffiront pas à relever le défi du financement de la lutte contre le changement climatique**. Steve a également participé à un atelier organisé avec le soutien du programme d'approfondissement du secteur financier en Afrique (FSD Africa) pour le groupe de travail sur la finance mixte afin de lancer son programme d'action pour la mobilisation des capitaux nationaux en vue d'une croissance positive sur le plan climatique. Cette question présente un intérêt direct et évident pour les membres du WSBI, qui mobilisent souvent d'énormes volumes d'épargne nationale très stables. Trop souvent, les gens supposent que le financement climatique en monnaie locale impliquera forcément des marchés de capitaux locaux, mais ces derniers sont très peu développés dans la plupart des pays qui sont confrontés aux plus grands défis en matière d'adaptation et de résilience. Le groupe de travail a partagé le rapport de consultation sur leur programme d'action et Scale2Save travaille sur des interventions pratiques qui aideraient les membres de WSBI à jouer un rôle important dans la mobilisation des deux dollars de financement local que le groupe de travail estime nécessaires pour chaque dollar de financement climatique international qui arrive dans les économies émergentes et en développement du monde entier.

Séance du panel : Établir la résilience climatique des femmes entrepreneuses, le 4 décembre 2023 à Dubaï

Enfin, une autre grande annonce concernant les **pertes et dommages** a été faite lors de la COP28, et l'équipe de Scale2Save pense qu'elle est d'une grande importance pour les membres de WSBI. L'un des éléments clés des pertes et dommages est que l'argent doit être acheminé en toute transparence jusqu'aux personnes qui subissent les conséquences du changement climatique. Les solutions de plateforme d'épargne et d'aide à l'agriculture de phase finale, qui sont numérisées et dont les montants sont peu élevés, et sur lesquelles Scale2Save se concentre depuis huit ans, sont parfaites pour faire parvenir cet argent aux personnes dont les conditions de vie ont été bouleversées par un choc climatique local. Ce point sera activement pris en compte par le Groupe régional africain dans son plan de travail de cette année et la prochaine réunion du Groupe régional africain sur la numérisation sera désormais axée sur les possibilités de financement numérique découlant de l'initiative Pertes et dommages.

Stephen Peachey
est conseiller en stratégie pour le projet Impact Beyond Financial Inclusion (Impact au-delà de l'inclusion financière) du programme Scale2Save de WSBI

Weselina Angelow
est la directrice du programme Scale2Save du WSBI

Financial News & Views
Depuis 2005 - Numéro 68

Publié par World Savings and Retail Banking Institute aisbl
European Savings and Retail Banking Group aisbl
Rue Marie-Thérèse, 11 • B-1000 Bruxelles
Phone + 32 2 211 11 11 • communications@wsbi-esbg.org
www.wsbi-esbg.org

Éditeurs responsable : Peter Simon
Rédacteur en chef : Nihan Cevirgen

Prix unitaire : 4,90 euros
Abonnements : communications@wsbi-esbg.org

Financial News and Views ne reflète pas nécessairement l'opinion du WSBI ou de l'ESBG.

Conception et mise en page : Altera. Impression : Drukkerij V.D.
Nous avons choisi d'imprimer ce document sur du papier Circle Offset premium white 100 % recyclé. Si vous le jetez, mettez-le dans le bac à papier recyclé !

Numéro ISSN 2795-7497

https://www.wsbi-esbg.org/publications/

WSBI ESBG